



CT des DDI du 9 juillet 2015 : Déclaration préliminaire FO

Réforme territoriale rime avec monologue social... FO ni spectateur ni complice !

Monsieur le Président,

Le présent CT des DDI est convoqué pour traiter de la question de la réforme territoriale incluant à notre demande la revue des missions. Ou plus précisément pour informer les représentants des personnels en DDI sur l'état des propositions, en tout cas celles que l'on a bien voulu nous communiquer, à quelques jours des arbitrages du Premier ministre. **Sans doute histoire de pouvoir cocher la case « c'est bon, on les a concertés » !**

Et bien monsieur le Président, ici comme dans beaucoup d'autres lieux, **FO réaffirme que le dialogue social ne peut se concevoir dans la précipitation** avec laquelle est conduite la réforme territoriale par ce gouvernement.

S'il aura fallu lourdement insister pour disposer des diagnostics territoriaux de l'ensemble des régions (appelées à fusionner ou non), cela est clairement insuffisant pour éclairer les débats de ce comité technique. **Non, la concertation ne peut se baser sur l'envoi en vrac de la somme des imaginations fertiles des préfets préfigurateurs...ou pas ! Non le dialogue ne peut se concevoir suivant la politique de la bouteille à la mer - « Noyons les sous la matière, cachons leur l'essentiel, et voyons s'ils ont quelque-chose à dire...de toute façon on n'en tiendra pas compte ».**

Vous ne pourrez d'ailleurs pas nous faire croire que les prochaines décisions structurantes du Premier ministre s'appuieront sur ce magma hétérogène, déjà daté et n'intégrant aucunement les travaux réels de préfiguration des régions appelées à fusionner. **Si des décisions sont prises, elles le seront dans la précipitation, sur des éléments dont nous ne disposons pas et dont nous refusons qu'ils soient a posteriori frappés du fameux label « partagé » !**

FO se gardera donc bien dans le cadre de ce CT de se poser en réaction ou jugement sur chacun des diagnostics territoriaux, d'autant plus que **les instances de dialogue social compétentes au niveau local ont été piétinées et contournées** au profit d'un « monologue social » informel mis en place au niveau des préfets de région par la ministre de la Fonction Publique. Alors même que les instances régulièrement élues fin 2014 au sein des directions régionales se trouvaient privées d'interlocuteurs/préfigurateurs !

Le constat est identique sur le périmètre DDI : pouvez-vous nous faire l'état de la concertation dans les CT des DDI potentiellement impactées par des propositions des préfets préfigurateurs (mutualisations de SG, de missions en interdépartemental, transferts mutuels de missions avec le niveau régional, modification structurelle voire disparition de DDI, coupure de la gestion ministérielle des agents,...) ? Nous, nous le pouvons : il est nul, les directeurs étant parfois ravis d'en prendre connaissance grâce aux représentants des organisations syndicales...

Si FO se veut acteur du dialogue social, **FO refuse d'être spectateur du monologue social de ce gouvernement, complice des objectifs de démolition du service public qu'il poursuit ou otage d'un calendrier intenable qu'il impose !**

Les représentants FO du comité technique des DDI, sans se substituer à l'expression de leurs camarades en CTM ou CT de services, s'en tiendront donc à vous porter à nouveau leur cahier des charges pour un **État territorial garant de l'égalité territoriale, de la solidarité nationale et de la redistribution**

Pour un État présent, pertinent et cohérent à tous les étages de la République
un État qui ne s'auto réduise pas à ses seules fonctions régaliennes limitées

Pour un État également à l'écoute et partenaire éclairé des collectivités locales
un État simplificateur... mais pas dérégulateur

Pour un État n'opposant pas spécialisation et approche intégratrice
un État réellement connecté à la connaissance du territoire et de ses acteurs

Pour un État que l'on peut encore toucher du doigt...
...et pas seulement de la souris
un État qui sera encore là quand on l'appellera à l'aide !

Ce cahier des charges, nous l'avons remis en ce même lieu dès le 19 février dernier...soit largement au delà des délais de prévenance. Ce que nous attendons de votre part, ce n'est pas de nous interroger sur ce que nous pensons de la réforme territoriale ou de la revue des missions, **mais bien de nous indiquer en quoi les projets du gouvernement répondent à nos exigences et ambitions quant à l'avenir de l'Etat territorial en général, et des DDI en particulier.**

Quitte, si vous n'y êtes pas à même aujourd'hui, **à aménager les conditions d'un retour à la raison en terme d'orientations politiques et de calendrier.**

Et tout le monde pourrait en sortir gagnant...les courses à l'échalote se soldant souvent par des larmes !

Je vous remercie.

Fédération de l'Administration Générale de l'État - contact@fagefo.fr
Fédération de l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle - fnefpfo@fr.oleane.com
Fédération de l'Équipement de l'Environnement des Transports et des Services - contact@feets-fo.fr
Fédération des Finances - fo.finances@wanadoo.fr
46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris